COMpte-renDu d'affichagE
DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du lundi 11 février 2019

Le Lundi 11 février 2019,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué le Mardi 6 février 2019, conformément aux articles L. 2121-10 et 14 du Code Général des Collectivités Territoriales, s’est réuni à l’Hôtel de Ville, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc OURGAUD, Maire.

Présents : M. OURGAUD; Mme BLANC; Mme THAREAU; M. PLUYAUD; Mme BASTONI (à partir du point n°2); M. CACHIN (à partir du point n°6); Mme PARENT; M. CRETIN; Mme ABHAY; M. LE DORZE; Mme TOUSSAINT; M. HAREL; Mme GARNIER; M. PLASSARD; Mme MASCART; Mme LOGANADANE; M. BRUNEEL; Mme DIZES; M. TORBAY; Mme COCHEREAU; M. ROUESNE; M. LE COQIUL; Mme CARON; Mme LEFORT; Mme SACCHI; M. EL BAKKALI; M. GASQ; M. BROKMANN.

Pouvoirs : Mme ALLAIN (Pouvoir à Mme PARENT)
Mme AUBRIET (Pouvoir à M. OURGAUD)
M. BOUSSARD (Pouvoir à Mme BASTONI à partir du point n°2)
M. CACHIN (Pouvoir à M. CRETIN jusqu’au point n°5)
M. DIANKA (Pouvoir à Mme CARON)
Mme HUBERT (Pouvoir à Mme BLANC)
M. JUNES (Pouvoir à Mme ABHAY)
Mme LAKHLLAKI-NFISI (Pouvoir à Mme TOUSSAINT)
M. LUCAS (Pouvoir à M. LE DORZE)
Mme MAVEYRAUD (Pouvoir à M. ROUESNE)

Absent : M. ROZE

Formant la majorité des membres en exercice.

Le président ayant ouvert la séance et fait l’appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l’article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l’élection d’un secrétaire pris au sein du conseil.

Monsieur Joseph TORBAY est désigné pour remplir cette fonction.

ADoption du Process-Verbal de la SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17/12/2018

► Vote : 34 voix pour, 1 voix contre (M. El Bakkali)
FINANCES

1. **BIENS MEUBLES DE FAIBLE VALEUR 2019**
   
   Délibération n°001/2019 Rapporteur : Mme Dizes

   **Le Conseil Municipal décide,**

   **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-21,

   **Vu** l'arrêté ministériel du 26 octobre 2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local,

   **Vu** l'avis de la Commission Finances et Commande Publique du 28 janvier 2019,

   **Article unique :**
   De compléter la liste des biens désignés dans l'arrêté ministériel du 26 octobre 2001 par les biens suivants : 

   ...
<table>
<thead>
<tr>
<th>Matériel sous-lumière et câbles</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Miroir</td>
</tr>
<tr>
<td>Oreillettes Micros</td>
</tr>
<tr>
<td>Outillages</td>
</tr>
<tr>
<td>Panneau de Voirie</td>
</tr>
<tr>
<td>Paper-board/Panneau d'affichage</td>
</tr>
<tr>
<td>Parasol</td>
</tr>
<tr>
<td>Paravent</td>
</tr>
<tr>
<td>Petit électroménager</td>
</tr>
<tr>
<td>Petit matériel</td>
</tr>
<tr>
<td>Petit mobilier</td>
</tr>
<tr>
<td>Petit matériel informatique</td>
</tr>
<tr>
<td>Plan de change</td>
</tr>
<tr>
<td>Plan de sécurité</td>
</tr>
<tr>
<td>Plateau roulant</td>
</tr>
<tr>
<td>Porte bébé pour VTT</td>
</tr>
<tr>
<td>Poussette</td>
</tr>
<tr>
<td>Presse manuelle à levier</td>
</tr>
<tr>
<td>Projecteur</td>
</tr>
<tr>
<td>Rampe en aluminium</td>
</tr>
<tr>
<td>Rehausseur de siège</td>
</tr>
<tr>
<td>Rouleur à galets</td>
</tr>
<tr>
<td>Sèche-cheveux</td>
</tr>
<tr>
<td>Sèche-mains électrique</td>
</tr>
<tr>
<td>Souffleur à feuilles</td>
</tr>
<tr>
<td>Support télévision ou magnétoscope</td>
</tr>
<tr>
<td>Support cycles</td>
</tr>
<tr>
<td>Table à langer</td>
</tr>
<tr>
<td>Tablette inox cuisine</td>
</tr>
<tr>
<td>Tapis d'entrée</td>
</tr>
<tr>
<td>Tapis de sol</td>
</tr>
<tr>
<td>Télécopieur et scanner</td>
</tr>
<tr>
<td>Téléphones</td>
</tr>
<tr>
<td>Téléviseur</td>
</tr>
<tr>
<td>Tondeuse</td>
</tr>
<tr>
<td>Transat, relax</td>
</tr>
<tr>
<td>Trotinette</td>
</tr>
<tr>
<td>Ustensile de cuisine</td>
</tr>
<tr>
<td>Ventilateur professionnel</td>
</tr>
<tr>
<td>Vestiaires</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Vote : Unanimité.**
2. **BUDGET PRIMITIF – BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT BERGSON – EXERCICE 2019 –
POINT RETIRE DE L’ORDRE DU JOUR**

**COMMANDE PUBLIQUE**

3. **AVENANT N°2 AU MARCHE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PASSE AVEC INDIGO POUR L’EXPLOITATION ET LA GESTION DES STATIONNEMENTS PAYANTS DE LA VILLE**
   
   Délibération n°002/2019 Rapporteur : M. Bruneel

**Le Conseil Municipal décide,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1411-1 et suivants,

**Vu** l’ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et notamment son article 55,

**Vu** le décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession et notamment son article 36-5,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 16/2010 du 12 avril 2010 relative à l’adoption du principe de délégation de service public pour « l’exploitation et la gestion des stationnements payants de la ville » et autorisant Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité et de recueil des offres,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2011/2 /30 du 23 mai 2011 autorisant Monsieur le Maire à signer la convention de délégation de service public « Exploitation et gestion des stationnements payants de la ville » avec la société VINCI PARK CGST,

**Vu** la délibération n° 44/2013 du 8 juillet 2013 autorisant le Maire à signer l’avenant n°1 au contrat de délégation de service public « Exploitation et gestion des stationnements payants de la ville »,

**Vu** le certificat administratif du 8 janvier 2016 précisant le changement de dénomination sociale de VINCI PARK CGST en INDIGO INFRA CGST,

**Vu** l’avis de la Commission Finances du 28 janvier 2019,

**Vu** l’avis de la Commission Cadre de Vie et Affaires Régaliennes du 1er février 2019,

**Vu** l’avis de la Commission de Délégation de Service Public du 25 janvier 2019,

**Considérant** la nécessité de modifier le lieu de comptage des recettes issues des horodateurs en raison de l’indisponibilité des locaux de la Trésorerie Principale pendant 6 mois,

**Considérant** la solution proposée par le délégataire de mettre à disposition de la Mairie et de la Trésorerie Principale un local parfaitement sécurisé, et de prendre les services d’une société de transport de fonds en lieu et place de l’accompagnement fait par la Police Municipale,

**Considérant** que le recours à une société de convoyage de fonds a un impact financier minime sur le Compte d’Exploitation Prévisionnel du contrat mais n’en bouleverse pas l’économie globale,

**Considérant** qu’à l’issue des travaux, l’organisation initiale du contrat sera réactivée,

**Article 1 :**
D'approuver les termes de l'avenant n° 2 au contrat de délégation de service public « Exploitation et gestion des stationnements payants de la ville » passé avec INDIGO

Article 2 :
D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 2 audit contrat de Délégation de Service Public et tout document y afférent.

Vote : Unanimité.

4. CONVENTION POUR GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES ENTRE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES ET MONTIGNY-LE-BRETONNEUX POUR LA PASSATION D'UN CONTRAT DE CONCESSION PORTANT SUR LE MOBILIER URBAIN

Délibération n°003/2019 Rapporteur : M. Le Dorze

Le Conseil Municipal décide,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1411-1 et suivants,

Vu l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession,

Vu le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession,

Vu l'arrêté n° 2016170-0001 portant modifications statutaires de Saint-Quentin-en-Yvelines,

Vu l'avis de la Commission Finances du 28 janvier 2019,

Vu l'avis de la Commission Cadre de Vie et Affaires Régaliennes du 1er février 2019,

Considérant que la Communauté d’Agglomération SQY est compétente en matière de mobilier urbain pour la création, l'entretien, la maintenance et la fourniture du mobilier urbain nécessaire au service des transports collectifs, aux espaces verts d'intérêt communautaire (y compris les aires de jeux), aux voiries d'intérêt communautaire,

Considérant que les voiries communales restent de la compétence des villes membres de la Communauté d’Agglomération,

Considérant les objectifs poursuivis par le groupement qui sont :
- de rationaliser l'achat de services concernant la gestion des mobiliers urbains en permettant des économies d'échelle,
- de gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des contrats tout en sécurisant l'acte d'achat,

Considérant le projet de convention qui a pour but de définir l'objet et les modalités de fonctionnement du groupement dans le cadre de la procédure qui va être lancée pour aboutir à un contrat de concession pour la fourniture et la gestion du mobilier urbain,

Article 1 :
D'approuver les termes de la convention pour le groupement d'autorités concédantes entre Saint-Quentin-en-Yvelines et la Commune de Montigny-le-Bretonneux, pour la passation d'un contrat de concession portant sur le mobilier urbain

Article 2 :
D’autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et tout document afférent.

► Vote : 35 voix pour, 2 abstentions (M. Gasq, M. Brokmann).

**RELATIONS HUMAINES**

5. **Actualisation du tableau des effectifs**
   
   Délibération n°004/2019 Rapporteur : M. Le Maire

   **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

   **Vu** la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

   **Vu** la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

   **Vu** le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratif Territoriaux,

   **Vu** le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints d'animation Territoriaux,

   **Vu** le décret n°2012-437 du 29 mars 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique Territoriaux,

   **Vu** le décret n°91-857 du 2 septembre 1991 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique Territoriaux,

   **Vu** les crédits portés au Budget de l’année en cours,

   **Vu** l’avis des membres de la Commission Éducation et Relations Humaines du 04/02/2019,

   **Considérant** qu’il est nécessaire de faire évoluer le tableau des effectifs au titre de l’année 2019,

   **Article 1 : Évolution de carrière :**
   Adaptation du tableau des effectifs :

<table>
<thead>
<tr>
<th>SUPPRESSION</th>
<th>CREATION</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Réussite au concours d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe pour mise en stage.</td>
<td>1 poste à temps incomplet à 10H20</td>
</tr>
<tr>
<td>Réussite au concours d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe pour mise en stage.</td>
<td>1 poste de professeur de classe normale à temps incomplet 11H</td>
</tr>
<tr>
<td>Un poste d'adjoint administratif à l'état civil.</td>
<td>1 poste à temps incomplet à 33H36</td>
</tr>
<tr>
<td>Un poste d'accueil au service de la vie scolaire.</td>
<td>1 poste d'adjoint d'animation principal de 1ère classe</td>
</tr>
</tbody>
</table>

   **Article 2 :**
   
   Compte-rendu d'affichage
   Conseil Municipal du 11 février 2019
De préciser que les crédits correspondants sont inscrits au budget de l’année en cours.

Vote : Unanimité.

URBANISME

6. **REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPI) – DEBAT SUR LES ORIENTATIONS**

Délibération n°005/2019 Rapporteur : M. Bruneel

Le Conseil Municipal décide,

Vu le Code de l’environnement et notamment ses articles L 581-14 et suivants ainsi que R 581-72 et suivants ;

Vu le Code de l’urbanisme et notamment ses articles L 151-1 et suivants ainsi que L 153-1 et suivants ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil communautaire de SQY du 20 septembre 2018 prescrivant l’élaboration du RLPI sur l’ensemble de son territoire et approuvant les objectifs suivants :

1) Lutte contre la pollution visuelle et lumineuse, préservation de la qualité paysagère du territoire et des espaces naturels ;


3) Préservation des espaces peu impactés par la publicité extérieure notamment les secteurs résidentiels, les espaces hors agglomération ainsi que les espaces patrimoniaux (monuments historiques, sites classés, sites inscrits, etc.) ;

4) Amélioration de la qualité des axes structurants du Territoire en particulier les N10, D11 et le domaine ferroviaire ainsi que les zones d’activités commerciales bordant ses axes ;

5) Harmonisation des réglementations locales de la publicité existante ;

6) Définir les règles de dérogation pour l’implantation de mobilier urbain publicitaire dans les secteurs d’interdiction relative.

Vu les documents mis à disposition dans le cadre de la concertation : Tome 1 : rapport de présentation (partie diagnostic), tome 2 Partie réglementaire, tome 3 annexes communiqués aux élus par le biais d’un lien internet.

Vu le passage en Commission Cadre de Vie et Affaires Régaliennes du 1er février 2019,

Considérant que les orientations générales proposées visent à :

Concernant les orientations envisagées pour les publicités et les préenseignes :

Orientation 1 : permettre une dérogation à l’interdiction relative de publicités et préenseignes aux abords de certains secteurs patrimoniaux uniquement sur le mobilier urbain publicitaire.

Orientation 2 : simplifier les zonages existants pour harmoniser les réglementations locales.

Orientation 3 : réduire la densité publicitaire et le format publicitaire.

Orientation 4 : fixer une plage d’extinction nocturne pour les publicités et préenseignes lumineuses et limiter l’impact des dispositifs numériques.
Orientation 5 : réduire la place des bâches publicitaires dans le paysage intercommunal.
Orientation 6 : interdire l’implantation de publicités et préenseignes lumineuses sur toiture.

Concernant les orientations envisagées pour les enseignes :
Orientation 1 : limiter le nombre d’enseignes perpendiculaires et la saillie de ces dernières.
Orientation 2 : réduire l’impact des enseignes sur toiture.
Orientation 3 : éviter l’implantation d’enseignes dans des lieux peu qualitatifs : arbres, auvents, marquises, etc.
Orientation 4 : améliorer la qualité et l’insertion des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol.
Orientation 5 : réglementer les enseignes sur clôture.
Orientation 6 : réglementer les enseignes numériques.
Orientation 7 : renforcer la réglementation sur les enseignes temporaires.

Considérant qu’après cet exposé, Monsieur le Maire déclare le débat sur les orientations générales du RLPI ouvert.

Article unique :
De la présentation et de la tenue d’un débat en séance sur les orientations générales du RLPI, débat dont la teneur est reprise dans le document joint.

Le Conseil Municipal prend acte.

7. ARRET DU PROJET DE PROGRAMME LOCAL DE L’HABITAT PLH - AVIS
Délibération n°006/2019 Rapporteur : M. Pluyaud

Le Conseil Municipal décide,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu le Code de la construction et de l’habitation notamment ses articles L 302-1 et suivants et R 302-1 et suivants.

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2003 relative à la solidarité et le renouvellement urbain.

Vu la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement.

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale.


Vu le décret du 5 mars 2009 créant l’OIN Paris-Saclay.

Vu La décision du Comité Régional de l’Habitat (CRH) adoptant le 6 novembre 2017 le Schéma Régional de l’Habitat et de l’Hébergement (SRHH).


Vu la délibération du Conseil Communautaire du 20 décembre 2018 approuvant et arrêtant le projet de PLH, et autorisant le Président de la Communauté d’agglomération à poursuivre le projet de PLH.

Vu l’avis de la Commission Cadre de Vie et Affaires Régaliennes du 29 janvier 2019,
Considérant Le projet de PLH :

- Le tome 1 : Le diagnostic qui analyse le fonctionnement global du marché local du logement et les conditions d’habitat. Il met en exergue la tension du marché, quel que soit le segment. Le territoire est très attractif (pour l’installation des entreprises, pour les ménages) mais la tension du marché peut devenir bloquante et amener à d’autres choix et comportements de la part des entreprises et des ménages.

Le territoire est porteur d’une grande diversité d’offre de logements mais les parcours résidentiels sont aujourd’hui en partie contraints

- Le tome 2 : les 5 orientations stratégiques à savoir :
  - Orientation I : Créer les conditions d’un développement durable de l’habitat de qualité, adaptés aux besoins locaux pour favoriser l’ensemble des parcours résidentiels
  - Orientation II : Améliorer le parc de logements existant et maintenir durablement son attractivité
  - Orientation III : Rééquilibrer l’offre sociale
  - Orientation IV : Faciliter la réponse aux besoins en logements et en hébergements des publics spécifiques
  - Orientation V : Animer la politique de l’habitat communautaire et activer les partenariats

Complété par le référentiel foncier : la déclinaison programmatique des logements par commune concernant l’objectif des 10 200 logements indiqués dans le SRHH.

- Le tome 3 : Le programme des actions, bâti autour de 17 fiches actions pour répondre à ces orientations et aux champs d’intervention du PLH : c’est-à-dire les politiques envisagées en matière de réponses apportées aux besoins particuliers :
  - des personnes mal logées, défavorisées ou présentant des difficultés particulières
  - des jeunes en particuliers des étudiants ;
  - des personnes en situation de perte d’autonomie liée à l’âge ou au handicap,
  - Gens du voyage
  - requalification du parc public et privé existant, de lutte contre l’habitat indignes et de renouvellement urbain (notamment la prise en compte du relogement des habitants et des objectifs des politiques de peuplement) ;
  - moyens à mettre en œuvre pour satisfaire les besoins en logements et en places d’hébergement
  - conditions de mise en place de dispositifs d’observation de l’habitat et du foncier

Article unique : de donner un avis favorable au projet de PLH : diagnostic – orientations stratégiques – programme des actions arrêté par délibération du Conseil Communautaire du 20 décembre 2018

- Vote : 34 voix pour, 3 abstentions (M. Gasq, M. Brokmann, M. El Bakkali)
8. **SUBVENTION AU LYCEE EMILIE DE BRETEUIL – PROJET LONDRES – STREET ART**

   Délibération n°007/2019 Rapporteur : Mme Parent

**Le Conseil Municipal décide,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

**Vu** l’avis de la Commission Finances et Commande Publique du 28 janvier 2019,

**Vu** l’avis de la Commission Qualité de Vie du 28 janvier 2019,

**Considérant** la volonté des membres du Conseil Municipal d’encourager, par une aide financière aux familles, les établissements scolaires à participer à des projets à portée internationale,

**Considérant** l’organisation d’un voyage à Londres en Angleterre du 2 au 6 avril 2019 dans le cadre du projet pédagogique à destination des les élèves de filière Pro de seconde générale,

**Article 1 :**

De verser une subvention exceptionnelle d’un montant total de 1 000€ au lycée Emilie de Breteuil.

**Article 2 :**

Que les crédits correspondants sont prévus au budget 2019.

*Vote : Unanimité.*

-------------------------

**RECENSEMENT DES CONTRATS, MARCHES ET DECISIONS PRISES PAR MONSIEUR LE MAIRE DANS L’EXERCICE DE LA DELEGATION DONNEE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

**AFFAIRES DIVERSES**

**LA SEANCE EST LEVEE A 21h00**

Le Maire soussigné constate que le compte rendu sommaire de la séance du Lundi 11 février 2019 comprenant toutes les délibérations prises par le Conseil Municipal au cours de cette séance, a été affiché par extrait le Mercredi 13 février 2019 conformément aux prescriptions de l’article L.2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Maire,
Conseiller Communautaire,

Jean-Luc OURGAUD